



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRAL

A/40/987
S/17670

5 décembre 1985
FRANÇAIS
ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Quarantième session

Points 12, 14, 37, 57, 58, 63, 65

68, 69, 72, 76, 84 et 145 de

l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

RAPPORT DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE

L'ÉNERGIE ATOMIQUE

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES POUR LA

PROMOTION DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

DANS LE DOMAINE DES UTILISATIONS PACIFIQUES

DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE

PRÉVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS DANS

L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

APPLICATION DE LA RÉSOLUTION 39/60 DE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RELATIVE À LA

CESSATION IMMÉDIATE ET À L'INTERDICTION

DES ESSAIS D'ARMES NUCLÉAIRES

ARMES CHIMIQUES ET BACTÉRIOLOGIQUES

(BIOLOGIQUES)

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS

ET DÉCISIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE

GÉNÉRALE À SA DIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

DÉSARMEMENT GÉNÉRAL ET COMPLET

RELATION ENTRE LE DÉSARMEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION

SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

COOPÉRATION INTERNATIONALE TOUCHANT LES

UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE

EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR L'EXPLOITATION

PACIFIQUE DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHÉRIQUE

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Quarantième année

Lettre datée du 4 décembre 1985, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Union des Républiques
socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration que le Secrétaire général du Comité central du PCUS, M. M. S. Gorbatchev a prononcé lors de la session du Soviet suprême de l'URSS, le 27 novembre 1985.

Je vous serais obligé, Monsieur le Secrétaire général, de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale au titre des points 12, 14, 37, 57, 58, 63, 65, 68, 69, 72, 76, 84 et 145 de l'ordre du jour, ainsi que du Conseil de sécurité.

O. TROYANOVSKY

ANNEXE

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DU COMITE CENTRAL DU PCUS,
LE DEPUTE M. S. GORBATCHEV, PRESENTE A LA SESSION DU
SOVIET SUPREME DE L'URSS

Camarades députés,

A sa présente réunion, le Soviet suprême de l'URSS est appelé à examiner des questions extrêmement importantes qui ont trait à la politique intérieure et extérieure de l'Etat soviétique.

Les lois concernant le plan de développement économique et social de l'Etat soviétique et le budget de l'Etat pour 1986, qui ont été adoptés à la présente session revêtent, et continueront de revêtir, une importance considérable pour notre pays, pour chaque collectif de travailleurs et pour chaque famille soviétique. L'année 1986, qui se rapproche, ne sera pas seulement la première année du douzième plan quinquennal. Elle inaugurera également une nouvelle phase qualitative dans l'évolution de la société soviétique.

Le plan pour 1986 reflète la stratégie du parti en vue d'accélérer le développement socio-économique du pays. Il prévoit des taux plus élevés pour la croissance du produit national, de la production industrielle et agricole et de la productivité du travail. Les ressources matérielles seront utilisées plus efficacement. Les secteurs qui seront développés en priorité sont ceux qui doivent permettre d'assurer le progrès technique et scientifique et d'améliorer la qualité de la production.

Des mesures seront prises pour accélérer la réorganisation, la rénovation et la modernisation de la production, et améliorer encore davantage la gestion et les mécanismes de l'économie. Une nouvelle amélioration des conditions de vie de la population est également prévue.

Camarades! Nous devons tous avoir constamment présentes à l'esprit les caractéristiques du plan pour 1986.

Déjà pendant la première année du plan quinquennal, nous devons adopter un rythme précis pour toute la période quinquennale ; en partant de ce principe, les taux prévus pour le développement de l'économie nationale en 1986 ont été fixés de manière à permettre la réalisation des tâches prescrites pour toute la période quinquennale, dans l'hypothèse d'une intensification progressive des efforts au cours des années suivantes. On pourra ainsi éviter une situation analogue à celle qui s'était produite au cours de la période quinquennale précédente, lorsque l'on avait fixé des objectifs limités pour les premières années et que l'on avait reporté l'essentiel de la croissance sur les années suivantes. On connaît les conséquences fâcheuses qu'a eues cette manière de procéder.

La deuxième caractéristique du plan est qu'il a été élaboré en tenant pleinement compte de la nécessité d'accélérer les progrès scientifiques et techniques. S'appuyant sur les directives adoptées lors de la réunion du Comité central du PCUS du mois de juin, le plan accorde la priorité aux mesures destinées

à accélérer ces progrès, qui ont été fixées dans des dispositions concernant le développement des principales activités scientifiques et techniques dans les diverses branches de l'économie nationale. Parallèlement, les principes établis qui régissent la planification sont réexaminés sous divers aspects. Pour la première fois, le plan mentionne des indicateurs globaux essentiels pour évaluer les progrès scientifiques et techniques dans les divers secteurs et mesurer leur efficacité. Ces indicateurs seront également utilisés pour renforcer les activités des ministères, des organisations et des entreprises qui doivent permettre d'obtenir une productivité élevée dans les secteurs les plus avancés de la science et de la technique.

Le plan pour 1986 se caractérise également par le fait qu'il favorise concrètement l'introduction de méthodes intensives de gestion. C'est là une nécessité compte tenu des réalités et de la situation complexe qui se crée en ce qui concerne les ressources matérielles et les ressources en main-d'oeuvre et l'épuisement structurel des facteurs extensifs de la croissance économique. L'an prochain, nous devons nous attacher à assurer une croissance maximale de la production tout en économisant les ressources. En d'autres termes, l'augmentation globale de la production des divers secteurs sera réalisée essentiellement grâce aux ressources libérées par les économies. Ce phénomène est illustré par les chiffres suivants : l'an prochain, 97 p. 100 de l'accroissement de la production sera assuré grâce à l'augmentation de la productivité; le pourcentage des intrants dans le produit national diminuera de 2,7 p. 100 pour les métaux et de 3 p. 100 pour l'énergie.

On prévoit enfin l'introduction de nouvelles méthodes de gestion qui ont fait leurs preuves et ce, sur une grande échelle. A partir de janvier 1986, les entreprises qui appliquent le nouveau système produiront plus de la moitié de la production industrielle totale.

Camarades! Nous avons adopté dans l'ensemble la ligne correcte. Nous devons à présent la concrétiser, d'une part lorsque nous poursuivrons la mise au point des différents plans pour les secteurs de l'économie, les républiques, les régions et les territoires, pour les organisations et les entreprises et d'autre part, cela va de soi, dans notre travail quotidien. Il est également indispensable d'insister sur cet aspect du fait que de nombreux travailleurs qui exercent leurs activités à l'échelon central comme à l'échelon local, y compris dans les organes de planification économique, n'ont pas encore compris combien il importe d'identifier et de résoudre les problèmes économiques, sociaux et financiers du pays selon les nouvelles méthodes.

La session actuelle se tient à une période très importante, celle que précède le Congrès. Le plénum du Comité central, qui s'est tenu en avril, a formulé des directives pour accélérer le développement socio-économique du pays, jeté les bases de changements importants dans les méthodes employées pour résoudre les problèmes économiques et politiques, et a enfin imprimé un nouveau rythme à toute l'action des organisations du parti, des organisations d'Etat et des organisations des soviets, de tous nos cadres et de tous nos collectifs de travailleurs.

Les orientations de la politique du parti, tant pour ce qui est des affaires intérieures que des problèmes internationaux, sont exposées de la façon la plus complète dans les documents théoriques et politiques extrêmement importants qui seront portés à l'attention du XXVII^e Congrès du PCUS et plus précisément dans les nouveaux textes proposés pour le programme du PCUS et les orientations fondamentales inscrites dans les statuts du parti en ce qui concerne le développement socio-économique de l'URSS au cours de la période 1986-1990 et jusqu'à l'an 2000.

Si l'on dresse un premier bilan à propos de cette importante concertation du parti et du peuple, on constate que les documents présentés apportent des réponses extrêmement satisfaisantes aux préoccupations des Soviétiques. Un appui actif à la stratégie du parti, dans les paroles et dans les actes, est pour nous une source d'optimisme ainsi que la certitude d'avoir choisi la bonne voie et de voir réaliser sans faille les objectifs fixés.

Camarades députés! Comme vous le savez, le Comité central du parti et le Gouvernement soviétique ont adopté récemment plusieurs mesures importantes pour orienter l'économie de manière à assurer un développement intensif et pour accroître l'efficacité de la gestion de l'économie nationale. On prend actuellement des mesures concrètes pour mieux assurer l'ordre, renforcer la discipline parmi les travailleurs et dans l'appareil d'Etat, le régime de l'économie la plus stricte et la lutte contre l'ivresse et l'alcoolisme. Bref, un effort soutenu a été entrepris dans tous les domaines de la vie publique et il commence déjà à porter ses fruits.

Ces innovations que nous avons introduites dans notre vie quotidienne ont imprimé un élan au peuple soviétique : elles ont stimulé sa créativité et montré une fois encore quelles immenses ressources et possibilités le système socialiste peut offrir.

A présent, nous pouvons affirmer résolument que les choses changent pour le mieux. La production augmente à un rythme plus rapide, et les autres indicateurs économiques font apparaître des améliorations. Malgré certains retards intervenus dans plusieurs secteurs de l'économie nationale au début de l'année, la population soviétique a pu redresser la situation et elle a assuré un rendement conforme aux objectifs du plan. Des progrès ont également été enregistrés dans le secteur de l'agriculture.

Si nous avons remporté ces succès, c'est en grande partie grâce à notre classe héroïque laborieuse qui a tout mis en oeuvre pour remplir les objectifs du plan sans ménager sa peine ni ses forces et en surmontant toutes les difficultés. Les résultats positifs obtenus sont le fruit d'un dur labeur accompli par les kolkhoziens et tous les travailleurs du secteur agro-industriel. Nos réalisations portent la marque de la pensée créatrice des scientifiques, des ingénieurs et de l'intelligentsia de notre pays. En outre, de nombreuses initiatives importantes ont été prises sous l'impulsion de la jeunesse soviétique, qui mène une action hardie et énergique pour résoudre des problèmes ardues et complexes, et appuie activement les changements en cours dans notre société, changements auxquels elle associe son avenir.

Pour ce qui nous concerne, ces changements passent par un renforcement des activités du parti, des soviets et des syndicats et de tous nos cadres en général.

Camarades députés! Comme vous le voyez, nos réalisations sont appréciables. Mais il ne faudrait pas surestimer tout cela, ce qui n'est d'ailleurs pas dans nos habitudes. La voie que nous empruntons est longue et ardue, elle suppose une approche créatrice et des efforts concertés pour résoudre les problèmes issus de la vie même, grâce à notre persévérance, notre discipline rigoureuse et notre esprit d'abnégation. Notre potentiel et nos ressources sont considérables ; nous devons multiplier les efforts pour les exploiter de façon à en retirer un profit maximum. Et cela doit être fait à tous les niveaux dans les domaines économique, social et culturel, mais surtout dans les cas où la situation demeure complexe et où les retards sont rattrapés lentement. Et maintenant, en cette fin de période quinquennale, nous devons nous employer à ce que dès l'an prochain, on puisse entreprendre une nouvelle action résolue et dynamique pour assurer la réalisation des objectifs fixés et créer les conditions nécessaires à la poursuite de la réorganisation qualitative des forces productives du pays.

Camarades! Le plan pour 1985 montre à l'évidence le caractère pacifique et constructif de nos préoccupations. Cette orientation pacifique de notre politique intérieure caractérise également notre action extérieure, à savoir la politique étrangère de l'Etat soviétique.

Les directives ayant trait à la politique extérieure que le plénum du Comité central du PCUS a adoptée en avril reflètent concrètement les principes d'une politique étrangère léniniste dans le contexte actuel. Le plénum a souligné la nécessité de renforcer systématiquement la politique pacifique de l'URSS sur un front aussi large que possible dans les relations internationales. Il a demandé de tout mettre en oeuvre pour empêcher que les forces du militarisme et de l'agression ne prennent le dessus, souligné qu'il fallait d'urgence mettre fin à la course aux armements et relancer le processus de la détente, et recommandé de promouvoir des relations d'égalité, des relations correctes et civilisées entre tous les Etats ainsi que d'élargir et d'approfondir les relations mutuellement avantageuses dans le domaine économique.

Ces directives du plénum sont dictées par les réalités et la conjoncture actuelles et elles sont conformes aux exigences de la politique socialiste de paix et de progrès. Dans ses observations, le Bureau politique du Comité central est parti de l'idée que la course incessante aux armements rend l'avenir de plus en plus incertain. L'éventualité d'une militarisation de l'espace impliquerait une nouvelle relance qualitative de la course aux armements qui ôterait nécessairement toute signification à la notion même de stabilité stratégique - qui est la base du maintien de la paix en cette ère nucléaire. On verrait alors s'instaurer un état de choses où des décisions absolument essentielles, susceptibles d'avoir des conséquences irréversibles, seraient en fait prises par des appareils électroniques, sans l'intervention de la raison humaine, d'une volonté politique, et sans qu'il soit tenu compte des critères moraux et éthiques. Une telle évolution de la situation pourrait conduire à une catastrophe universelle même si elle est à l'origine déclenchée à la suite d'une méprise, d'une erreur de calcul, ou d'une défaillance technique de certains systèmes informatiques extrêmement complexes.

En d'autres termes, l'évolution mondiale est arrivée à un point où il est devenu absolument indispensable de prendre des décisions mûrement pesées, où l'inaction et l'aterrissement sont criminels d'autant plus qu'il s'agit aujourd'hui de préserver la civilisation et la vie elle-même. Voilà pourquoi nous avons estimé et nous continuons à estimer qu'il est indispensable de mettre tout en oeuvre pour rompre le cercle vicieux de la course aux armements, pour ne laisser passer aucune chance d'inverser le cours des événements dans un sens positif. C'est là aujourd'hui une question urgente et bien précise : il faut s'élever au-dessus des intérêts étroits, prendre conscience de la responsabilité collective de tous les Etats face au danger qui guette la communauté humaine à la veille du troisième millénaire.

C'est justement cette approche que le Plénum du Comité central du mois d'avril nous a engagés à adopter dans notre politique étrangère, approche qui répond pleinement aux intérêts du peuple soviétique, des peuples des Etats socialistes et qui, comme nous avons pu nous en convaincre, a été accueillie avec compréhension dans d'autres pays du monde. Au cours d'une période courte certes, mais jalonnée d'importants événements internationaux, l'Union soviétique s'est efforcée d'oeuvrer conjointement avec le plus grand nombre d'Etats possible en faveur de la paix. Nous avons toujours estimé et nous estimons que l'on ne pourra surmonter cette situation de tension dangereuse que grâce aux efforts conjugués de tous les Etats, grands et petits.

Au cours des mois écoulés, les relations politiques et économiques des pays de la communauté socialiste se sont intensifiées et approfondies. Des programmes de coopération à long terme ont été élaborés tant dans le domaine économique qu'en ce qui concerne les progrès scientifiques et techniques. Un mécanisme de relations actives et concrètes a été créé cependant que la coordination des activités de politiques étrangères est devenue plus étroite. Les réunions des dirigeants des pays frères à Moscou, à Varsovie, à Sofia et à Prague sont autant de jalons importants sur la voie du renforcement de la cohésion de la communauté socialiste. Les relations de l'Union soviétique avec tous les pays socialistes se développent et se renforcent.

La coopération avec les Etats qui se sont libérés du joug colonial et adhèrent au Mouvement des non-alignés s'est élargie. Des pas importants ont été franchis dans le développement des relations avec nombre de ces pays. C'est là un facteur d'une importance exceptionnelle dans l'océan houleux des relations internationales contemporaines, un facteur de nature à favoriser la paix, l'égalité des droits, la liberté et l'indépendance des peuples.

L'Union soviétique s'efforce également d'améliorer les relations avec les Etats capitalistes. Je tiens particulièrement à évoquer la récente rencontre franco-soviétique à Paris, au cours de laquelle d'importantes mesures ont été prises pour développer encore davantage la coopération bilatérale, pour renforcer la sécurité européenne et internationale et pour revenir à la détente.

Nous continuerons à l'avenir d'édifier notre politique étrangère sur une base multilatérale et sur la base de relations bilatérales solides et stables avec tous les pays. Mais, les réalités du monde contemporain sont telles qu'il existe des

Etats auxquels leur potentiel militaire, économique, technique et scientifique de même que leur poids sur la scène internationale, confèrent une responsabilité particulière pour ce qui est de la nature de l'évolution mondiale, de son cours et des conséquences qui peuvent s'ensuivre. Cette responsabilité, car il s'agit, je tiens à la souligner, non pas d'un privilège, mais bien d'une responsabilité, revient au premier chef à l'Union soviétique et aux Etats-Unis d'Amérique.

Vue sous cet angle, la Réunion au sommet soviéto-américaine, qui s'est tenue la semaine dernière, constitue, de l'avis du Comité central du Bureau politique, un événement important, non seulement pour nos relations bilatérales, mais aussi pour la politique mondiale dans son ensemble. J'ai déjà eu l'occasion, au cours d'une conférence de presse à Genève, de faire connaître mes premières impressions sur les négociations avec le Président des Etats-Unis d'Amérique. Le document final de la réunion - la Déclaration commune - a été rendu public.

Aujourd'hui, prenant la parole à la session du Soviet suprême de l'URSS, j'aimerais évaluer les résultats et la portée de la rencontre de Genève dans le contexte de la situation actuelle, en tenant compte de l'expérience passée, des perspectives d'avenir et des tâches qui nous attendent.

Je dois dire avant tout que le chemin à parcourir pour aboutir au dialogue de Genève a été long et ardu, et ce pour de nombreuses raisons. Le Gouvernement des Etats-Unis arrivé au pouvoir au début des années 80 s'est engagé ouvertement dans la voie de la confrontation, rejetant la possibilité même d'une évolution positive des relations soviéto-américaines. Je pense qu'aujourd'hui encore chacun se souvient de la virulence des diatribes anti-soviétiques de ces années, les démonstrations "de force" dont les dirigeants américains accompagnaient chacun de leurs actes.

Ainsi ont été reléguées dans l'oubli des années d'efforts mutuels pour créer le minimum nécessaire de confiance dans ces relations cependant qu'ont été rompus presque tous les liens de la coopération bilatérale. Même la détente a été déclarée comme étant contraire aux intérêts des Etats-Unis d'Amérique.

Ayant décidé d'acquérir la supériorité militaire sur l'Union soviétique, le Gouvernement des Etats-Unis est passé à la mise en route de programmes de réarmement nucléaire et autres. En Europe occidentale, on a commencé à déployer des fusées américaines de première frappe. Ainsi s'est créée une situation caractérisée par une très grande incertitude dans le domaine politique et militaire avec tous les risques que cela comporte.

Et pour couronner le tout, on a vu apparaître le programme de la "guerre des étoiles", qu'il est convenu d'appeler "l'initiative de défense stratégique". A Washington, on s'est tout simplement "enflammé" pour cette idée, sans trop réfléchir aux conséquences graves qu'entraînerait inévitablement la réalisation d'un tel programme. Le dessein consistant à déployer des armes dans l'espace est extrêmement dangereux pour tous les peuples du monde, sans exception.

Mais nous savions aussi que cette politique des Etats-Unis allait inmanquablement se heurter à une réalité tangible. C'est ce qui s'est passé. L'Union soviétique et ses alliés l'ont dit clairement : nous n'accepterons pas d'être dominés militairement.

Cette politique a même semé la confusion chez les alliés des Etats-Unis, qui ont estimé que la volonté de Washington de jouer son va tout dans la recherche d'une supériorité militaire chimérique ne faisait absolument aucun cas des intérêts de leur sécurité. Aux Etats-Unis même, cette politique a suscité des doutes graves, et la proclamation des plans de préparation de la "guerre des étoiles" a soulevé une vague d'inquiétude sur toute la planète.

Se sont également trompés ceux qui pensaient que leur politique de confrontation déterminerait l'évolution de la situation internationale. A cet égard, j'ajouterais que les rêves de domination mondiale sont viciés dès le départ aussi bien pour ce qui est des objectifs que des moyens. De même que les projets de mouvement perpétuel sont nés d'une connaissance défectueuse des lois élémentaires de la nature, de même les revendications impérialistes proviennent d'une vision éloignée de la réalité du monde contemporain.

Parallèlement à la ferme résistance qu'elle oppose à la politique des Etats-Unis visant à rompre l'équilibre militaire stratégique, l'Union soviétique lance des initiatives de paix de grande envergure, fait preuve de retenue et manifeste un esprit constructif lors de l'examen des questions cruciales de la paix et de la sécurité.

Par nos initiatives - et elles sont déjà fort nombreuses - nous avons clairement montré ce que nous cherchons à obtenir sur la scène mondiale, ce à quoi nous exhortons les Etats-Unis et leurs alliés. Ces initiatives de l'URSS ont été chaleureusement approuvées par l'opinion publique mondiale et hautement appréciées par les gouvernements de nombreux pays.

Confronté à ces facteurs, Washington s'est vu contraint de manoeuvrer. Dans ses déclarations, le Gouvernement des Etats-Unis a clamé bien haut son attachement à la paix. Bien que ces déclarations ne soient pas corroborées par les actes, leur présence n'en est pas moins symptomatique.

Au début de l'année, un accord a été réalisé sur notre initiative pour entamer de nouvelles négociations entre l'URSS et les Etats-Unis, négociations devant porter sur tout l'arsenal spatial et nucléaire, pour empêcher l'extension de la course aux armements à l'espace et mettre un terme à la course aux armements sur Terre.

Le climat des relations soviéto-américaines et, dans une certaine mesure, le comportement des Etats-Unis sur la scène internationale ont commencé à changer, ce dont on a naturellement tenu compte lorsque la possibilité d'une réunion au sommet a été examinée.

Lorsque nous avons pris cette décision, nous avons fermement résolu de placer au centre des négociations les questions qui déterminent nos relations et l'ensemble de la situation mondiale, c'est-à-dire les questions liées à la sécurité. A cet égard, nous avons tenu compte des réalités politiques et stratégiques en Europe et dans le monde, de l'opinion de nos alliés et amis, des positions des gouvernements et de l'opinion publique d'un grand nombre de pays, des demandes insistantes qu'ils ont adressées à l'Union soviétique afin qu'elle mette tout en oeuvre pour que la Réunion au sommet ait lieu. Nous comprenons combien d'espoirs étaient fondés sur cette réunion dans le monde entier et nous avons pris des mesures concrètes pour assainir le climat international et le rendre propice à cette rencontre.

Lors des négociations sur les armes nucléaires et spatiales à Genève, nous avons fait des propositions concrètes et énergiques. En quoi consistaient-elles?

Nous avons proposé tout d'abord d'interdire complètement la force de frappe spatiale. Nous l'avons proposé parce qu'un début de course aux armements dans l'espace, voire même le fait de ne déployer dans l'espace circumterrestre que des systèmes antifusées ne renforcera la sécurité de personne. L'arsenal nucléaire offensif couvert par le "bouclier" spatial deviendra encore plus dangereux.

L'apparition d'une force de frappe spatiale pourrait noyer l'équilibre stratégique existant dans un chaos stratégique, provoquer une course aux armements effrénée tous azimuts et saper l'un des fondements les plus importants de sa limitation, à savoir le Traité sur la limitation des systèmes des missiles antimissiles. La méfiance entre les peuples s'en trouvera renforcée et la sécurité sensiblement diminuée.

Outre l'interdiction complète de la force de frappe spatiale, nous avons proposé de réduire de moitié tous les moyens nucléaires de l'URSS et des Etats-Unis capables d'atteindre le territoire de l'autre pays, et de ramener le nombre global de charges nucléaires de chacune des deux parties à un plafond de 6 000 unités. Ce sont là des réductions radicales portant sur des milliers de charges nucléaires.

Une telle approche est juste. Elle englobe tous les arsenaux constituant le rapport stratégique des forces, permet de mesurer l'ampleur de la menace nucléaire existant réellement pour chacune des parties, indépendamment de la question de savoir par qui et d'où les charges nucléaires seraient envoyées contre leur territoire, par fusée ou par avion, depuis leur territoire ou depuis le territoire de leurs alliés.

Nous considérons cette réduction de moitié des arsenaux nucléaires de l'URSS et des Etats-Unis comme un début. Nous sommes prêts à aller plus loin, jusqu'à la destruction complète des armes nucléaires, avec la participation naturellement des autres Etats nucléaires.

Il est normal que la course aux armements nucléaires inquiète tout particulièrement les peuples européens. Nous comprenons fort bien cette inquiétude. L'Europe est sursaturée d'armements nucléaires. Aussi, l'Union soviétique propose-t-elle de libérer entièrement l'Europe des armements nucléaires, aussi bien à moyenne portée que tactiques. Cependant, les Etats-Unis

et leurs partenaires de l'OTAN n'ont pas accepté. Nous leur avons alors proposé des mesures intermédiaires pour passer ensuite à de nouvelles réductions. Nous sommes convaincus que nos propositions répondent à l'espoir des peuples européens de voir la menace nucléaire faiblir et la sécurité en Europe se renforcer.

Je tiens à souligner le principe dont s'inspirent nos propositions : dans les trois secteurs sur lesquels portent les négociations - espace, armements offensifs stratégiques, armes nucléaires à moyenne portée - nous ne proposons aux Etats-Unis rien qui puisse diminuer leur sécurité. Qui plus est, nos propositions offrent la possibilité de résoudre des questions que les Etats-Unis ont élevées au rang de leurs "préoccupations particulières".

Par exemple, on parle beaucoup des fusées balistiques intercontinentales soviétiques; or, nos propositions prévoient d'en réduire le nombre, ainsi que la part que représentent les ogives dans l'ensemble des charges nucléaires. Autre exemple : on fait beaucoup de bruit autour des fusées soviétiques SS-20. Nous proposons d'en réduire considérablement le nombre afin de résoudre le problème que posent les armes nucléaires à moyenne portée en Europe.

Les arsenaux nucléaires du Royaume-Uni et de la France constituent une pierre d'achoppement. Ces Etats estiment que leurs armements ne sauraient être discutés lors des négociations soviéto-américaines. Là encore, nous sommes disposés à rechercher un moyen de résoudre la question. Nous proposons de commencer par un échange de vues direct avec ces pays au sujet de leurs armements nucléaires.

Les propositions soviétiques ont trouvé un écho aussi large que positif dans le monde entier. Leur sont favorables les dirigeants des Etats membres du Traité de Varsovie, qui ont soutenu unanimement notre position constructive. Notre position se rapproche en bien des points des déclarations communes des dirigeants des six pays suivants : Argentine, Mexique, Tanzanie, Inde, Suède et Grèce. Approbation et espoir, telles sont les réactions suscitées par l'initiative soviétique auprès de partis communistes et de partis de travailleurs, de grandes organisations publiques de différents pays et continents, de scientifiques de réputation mondiale et d'éminentes personnalités politiques et militaires. Elle a été accueillie favorablement par la majorité des partis de l'Internationale socialiste.

Je ne parle pas des milliers de lettres des citoyens soviétiques et étrangers qui sont arrivées à mon nom à la veille et au cours de la Réunion à Genève. Je tiens à saisir cette occasion pour exprimer ma reconnaissance aux auteurs de ces lettres pour leurs bons vœux, pour leurs conseils et leur soutien, pour l'intérêt profond et sincère qu'ils portent au maintien de la paix.

A la veille de la réunion, les Américains ont présenté leurs contre-propositions. Ce fait est en soi positif. L'une de nos nombreuses initiatives a rencontré un écho favorable.

On a beaucoup parlé dans la presse de ce que représentaient au juste ces contre-propositions. Je n'y reviendrai pas. Je dirai seulement que ce sont là des demi-mesures, sur bien des points, inévitables. Elles sont fondées sur une approche unilatérale, manifestement dictée par les aspirations des Etats-Unis et de l'OTAN en général à la suprématie militaire.

Mais l'essentiel de ces contre-propositions, c'est que les Etats-Unis ne prévoient pas l'interdiction d'une force de frappe spatiale. Au contraire, ils veulent en légitimer la création. La position des Etats-Unis concernant la "guerre des étoiles" constitue le principal obstacle à un accord sur le contrôle des armements. Et nous ne sommes pas les seuls de cet avis. Les Gouvernements de la France, du Danemark, de la Norvège, de la Grèce, des Pays-Bas, du Canada et de l'Australie ont refusé de participer à ce qu'il est convenu d'appeler "l'initiative de défense stratégique". A la veille de la Réunion de Genève, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution demandant aux dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis "de parvenir à des accords effectifs pour prévenir une course aux armements dans l'espace et mettre fin à celle qui a été engagée sur Terre". Or, seuls les Etats-Unis et quelques-uns de leurs alliés ont estimé possible de ne pas soutenir cet appel clair et net de la communauté mondiale. Les faits, comme on dit, se passent de commentaires.

Il serait peut-être bon de rappeler qu'aux Etats-Unis de puissantes forces politiques ont mis tout en oeuvre sinon pour empêcher la Réunion, du moins pour la rendre stérile et réduire sa portée à néant. Je pense que nombreux sont ceux qui se souviennent fort bien d'initiatives telles que l'essai du système antisatellite, l'apparition dans la Baltique du cuirassé "Iowa" équipé de fusées de croisière à longue portée, le déploiement à un rythme accéléré des fusées Pershing en République fédérale d'Allemagne, la décision de créer l'arme chimique binaire, l'adoption d'un nouveau budget militaire record, etc.

Ce n'est pas tout; le Président était déjà en route pour Genève lorsqu'a été rendue publique la lettre du Ministre de la défense des Etats-Unis, adjurant le Président de ne convenir avec l'URSS de rien qui soit de nature à réaffirmer les accords sur la limitation des armements stratégiques et sur la défense antifusées, autrement dit que les Etats-Unis devaient conserver leur pleine liberté d'action dans tous les secteurs de la course aux armements, sur Terre et dans l'espace.

Cette initiative provenait-elle uniquement du Pentagone? L'"injonction" adressée au Président des Etats-Unis par les milieux américains ultraconservateurs, par l'intermédiaire de leur état-major idéologique, la "Heritage Foundation", n'a pas échappé à notre attention. Ils prescrivaient au Président de poursuivre la course aux armements, de ne pas donner à l'Union soviétique la possibilité de réaffecter des moyens à la réalisation de programmes socio-économiques, et de chercher purement et simplement à déloger l'URSS de la scène politique internationale. Ces messieurs sont allés encore plus loin; ils ont assigné aux Etats-Unis la tâche consistant à nous obliger à modifier notre ordre social, notre constitution! Ce sont là des thèmes bien connus, camarades. Nous avons déjà entendu tout cela bien des fois; en un mot, les attaques n'ont pas manqué.

Et malgré tout, nous avons opté en faveur de la rencontre avec le Président des Etats-Unis. Nous l'avons fait parce que nous n'avons pas le droit de négliger la moindre chance de stopper l'évolution dangereuse de la situation mondiale. Nous avons pris cette décision sachant fort bien que si on ne parvenait pas à mener dès maintenant un dialogue direct et franc, demain ce serait cent fois plus difficile, ce serait peut-être même trop tard.

Sans aucun doute, les différences entre nous sont immenses. Néanmoins, dans le monde contemporain, l'interaction et l'interdépendance entre nos deux pays sont tout aussi fortes. La gravité de l'heure actuelle ne laisse aux dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis, ainsi qu'aux peuples de l'URSS et des Etats-Unis, d'autre choix que de cultiver le grand art de la coexistence.

Depuis le premier entretien en tête-à-tête avec le Président - ces échanges ont occupé une place importante lors de la rencontre à Genève -, on a directement abordé l'essentiel, à savoir que la délégation soviétique était venue rechercher la solution du problème le plus urgent au coeur de la vie internationale, celui de la prévention d'une guerre nucléaire et de la limitation de la course aux armements. Comme je l'ai dit au Président, cette question est le principal objet de notre rencontre et en déterminera les résultats.

Je dois souligner que les négociations à Genève ont parfois été tranchantes et, je dirais même, d'une franchise extrême. Il n'est pas question de jouer au plus fin ni de s'en tirer au moyen de clichés politiques et de propagande; l'enjeu est trop important lorsqu'il s'agit de questions aussi cruciales que la paix et la guerre.

Au cours de la rencontre, les Etats-Unis ont fermement insisté sur la réalisation de leur programme IDS. On nous a dit qu'il s'agissait de créer un système foncièrement défensif qui ne constituait pas en soi une arme. On nous a dit que ce système pourrait stabiliser la situation, libérer le monde de l'arme nucléaire. On nous proposait même, dans un avenir proche, de "partager" ce système, d'ouvrir l'un à l'autre les portes des laboratoires.

Nous avons dit ouvertement au Président que nous ne partageons pas ces vues. Nous avons analysé soigneusement toutes ces questions et sommes parvenus à une seule conclusion, à savoir que les armements spatiaux ne peuvent en aucun cas être défensifs. Ils peuvent engendrer l'illusion dangereuse qu'il est possible de porter le premier coup nucléaire de dessous le "bouclier" spatial et d'empêcher, ou du moins d'affaiblir la riposte. Mais comment garantir que l'arme spatiale ne pourrait pas en soi être utilisée comme moyen d'atteindre des objectifs terrestres? Tout porte à croire que le système spatial antifuées des Etats-Unis a été conçu non pas comme "bouclier", mais comme élément d'un complexe offensif distinct.

Il va de soi que nous ne pouvons souscrire à l'affirmation selon laquelle l'arsenal spatial prévu par ce programme ne constitue pas une arme, de même que nous ne pouvons nous fier aux assurances selon lesquelles les Etats-Unis sont disposés à partager avec nous ce qu'ils ont réussi à mettre au point dans ce domaine.

Si les portes des laboratoires doivent être ouvertes, ce sera uniquement pour contrôler l'application de l'interdiction de créer une force de frappe spatiale, et en aucun cas, pour la légitimer.

On nous parle du désir d'éliminer la crainte des fusées, de supprimer l'ensemble de l'arsenal nucléaire en général. On ne peut que saluer un tel dessein, qui correspond pleinement aux objectifs de notre politique. Mais il est certes beaucoup plus simple d'éliminer les armements nucléaires sans recourir à la création d'une force de frappe spatiale. Pourquoi dépenser des dizaines et des centaines de milliards de dollars pour entasser, à côté des armements nucléaires, des montagnes d'armements spatiaux? Pour quoi faire?

J'ai demandé au Président si les dirigeants américains pensaient sérieusement que, au cas où la force de frappe américaine serait créée, nous réduirions notre potentiel stratégique et aiderions nous-mêmes les Etats-Unis à l'affaiblir. Il ne faut pas y compter. C'est justement le contraire qui va se produire; pour rétablir l'équilibre, l'Union soviétique sera contrainte d'accroître l'efficacité, la précision et la puissance de ses armements afin de "neutraliser, le cas échéant, la machine spatiale électronique de la 'guerre des étoiles'" fabriquée par les Américains.

Les Américains se sentiront-ils vraiment plus en sécurité si aux convois d'armements spatiaux prévus par Washington viennent s'ajouter nos armes? Les Américains ne peuvent tout de même pas espérer détenir le monopole de l'espace. Le moins que l'on puisse dire, c'est que tout cela n'est pas sérieux.

Cependant, la tentation d'essayer d'acquérir la supériorité militaire demeure forte pour le Gouvernement des Etats-Unis. Et aujourd'hui, alors qu'il projette d'étendre la course aux armements à l'espace, ce gouvernement pense nous dépasser dans le domaine de l'électronique et des ordinateurs. Mais comme nous l'avons déjà montré maintes fois dans le passé, nous saurons trouver la réponse. Et ce sera une vraie réponse, une réponse suffisamment rapide et peut-être moins coûteuse que le programme américain. Cela aussi, nous l'avons dit très clairement au Président.

Je pense que pour marquer dans nos relations le tournant qui répondrait aux intérêts de l'URSS et des Etats-Unis, aux intérêts des peuples du monde, il est nécessaire d'adopter des approches nouvelles, de voir bien des choses d'un autre oeil et - le plus important - il faut que les dirigeants des deux pays aient la volonté politique. L'URSS - je l'ai souligné à Genève - n'a pas de sentiments d'hostilité envers les Etats-Unis et respecte le peuple américain. Notre politique ne vise pas à nuire aux intérêts nationaux des Etats-Unis. J'irai plus loin : nous ne voudrions pas par exemple modifier l'équilibre stratégique en notre faveur. Nous ne le voudrions pas, parce qu'une telle situation renforcerait la méfiance de l'autre partie et rendrait encore plus instable la situation générale.

La vie est ainsi faite, que nos deux pays doivent s'habituer à la parité stratégique comme à un état naturel. Il faut que nous soyons d'accord sur le niveau d'armements qui peut être considéré comme relativement suffisant pour assurer à chacun d'eux une défense fiable. Nous sommes convaincus que ce niveau est nettement inférieur à l'arsenal dont disposent actuellement l'URSS et les Etats-Unis. Cela veut dire qu'il est tout à fait possible de prendre des mesures pratiques importantes pour limiter et réduire les armements. Des mesures qui non seulement n'affaibliront pas, mais renforceront encore la sécurité de l'URSS et des Etats-Unis ainsi que la stabilité stratégique dans le monde.

Que dire des autres questions examinées lors de cette rencontre?

Je commencerai par les conflits régionaux. Les deux parties se sont déclarées préoccupées par la persistance de ces "points névralgiques". C'est tout à fait naturel. De tels conflits sont dangereux, et plus particulièrement la menace de leur extension à l'ère nucléaire.

Cependant, les approches de nos deux pays en ce qui concerne les causes de ces conflits et les moyens de les résoudre ne sont pas seulement différentes; elles sont, il faut bien le dire, diamétralement opposées. Les Etats-Unis, habitués à penser par catégories de "sphères d'intérêt", ramènent ces problèmes au conflit Est-Ouest. Mais c'est aujourd'hui un anachronisme, une survivance de la pensée impérialiste, qui dénie à la majorité des peuples le droit de penser et de décider librement.

Les sources profondes de ces conflits sont multiples; elles sont en partie historiques, mais la plupart de ces conflits s'expliquent par la situation sociale et économique dans laquelle ont été placés les pays qui se sont libérés. Ce n'est pas un hasard, naturellement, lorsque l'on parle des conflits régionaux, que les Etats-Unis passent sous silence les atrocités de l'apartheid en Afrique du Sud, l'agression de ce pays contre ses voisins africains, les guerres menées par les fantoches des Etats-Unis en Amérique centrale et en Asie du Sud-Est, le brigandage auquel se livre Israël au Proche-Orient, et bien d'autres choses encore. Washington essaie de placer sur un même plan, d'une part, les gouvernements légitimes des Etats engagés dans la voie de la libération nationale et du progrès social et, d'autre part, la contre-révolution.

Il va de soi que nous ne pouvons admettre une telle interprétation. Il a été dit au Président que nous sommes pour la reconnaissance du droit imprescriptible de tous les peuples à la liberté et à l'indépendance, ainsi qu'au choix indépendant de la voie qu'il entend suivre. Nous voulons que ce droit ne soit pas bafoué par personne, qu'il n'y ait pas de tentative d'ingérence extérieure, que la liberté triomphe et non la tyrannie. Comme par le passé, nous serons du côté des peuples qui défendent leur indépendance. Telle est notre politique de principe.

Le Président a abordé la question de l'Afghanistan. A cet égard, il a été souligné une fois de plus que l'Union soviétique s'est toujours prononcée en faveur d'un règlement politique de la situation en ce qui concerne l'Afghanistan. Nous souhaitons que ce pays voisin et ami soit un Etat indépendant et non aligné et nous sommes pour l'instauration d'un régime de non-ingérence garantie dans les affaires de l'Afghanistan. Par là même sera aussi réglée la question du retrait des troupes soviétiques de ce pays. L'Union soviétique et le Gouvernement afghan soutiennent sans réserve cette position. Et si quelqu'un fait obstacle à un règlement très rapide de la question, c'est avant tout les Etats-Unis qui financent, soutiennent et arment des bandes de contre-révolutionnaires et font échouer les efforts tendant à normaliser la situation en Afghanistan.

La question des relations bilatérales a occupé une place importante dans les entretiens. Une certaine reprise qui s'était dessinée dernièrement à cet égard est maintenant confirmée par des accords concrets portant sur les échanges et les contacts scientifiques, éducatifs et culturels, ainsi que sur le rétablissement des relations aériennes entre nos deux pays.

Mais il sera sans aucun doute bien plus facile de donner pleinement suite aux promesses de Genève quand les questions relatives à la sécurité, qui déterminent nos relations mutuelles, commenceront à être résolues. S'il doit y avoir coopération, ce devra être sur un pied d'égalité, sans discrimination aucune ni conditions préalables et sans tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie. Sur ce point, notre position est ferme et conséquente.

Comment les principaux résultats de la rencontre de Genève peuvent-ils être évalués?

Cette rencontre a été, sans aucun doute, un événement de portée considérable. Il a été utile d'avoir des entretiens directs, clairs et concrets, il est utile de pouvoir confronter nettement les positions. Des problèmes aigus, explosifs s'étaient accumulés en trop grand nombre et il fallait les examiner sérieusement pour tenter de sortir de l'impasse.

Nous apprécions le contact personnel établi avec le Président des Etats-Unis d'Amérique. Le dialogue des dirigeants suprêmes marque toujours l'heure de la vérité dans les relations entre Etats. Il est important que ce dialogue ait eu lieu : dans les temps difficiles que nous traversons, il constitue en soi un facteur de stabilisation.

Mais nous sommes réalistes et nous devons avouer qu'il n'a pas été possible de trouver lors de la rencontre de solution aux questions les plus importantes liées à la cessation de la course aux armements. Le refus du Gouvernement américain de renoncer au programme de "guerre des étoiles" n'a pas permis de parvenir à Genève à des accords concrets en matière de désarmement réel ni, surtout, sur le problème central des armes nucléaires et spatiales. La quantité d'armements accumulés des deux côtés n'a pas diminué à la suite de la rencontre et la course aux armements se poursuit. On ne peut qu'en être déçu.

Il subsiste entre l'URSS et les Etats-Unis d'importantes divergences de vues sur un certain nombre de questions de principe concernant la situation dans le monde et l'évolution des événements dans les différentes régions. Nous sommes cependant loin de minimiser la portée des accords réalisés à Genève.

Je mentionnerai les plus importants d'entre eux. Il s'agit avant tout de la reconnaissance générale, affirmée dans la déclaration commune, du fait qu'une guerre nucléaire ne doit être déclenchée en aucun cas et ne peut avoir de vainqueurs, et de l'engagement pris par l'URSS et les Etats-Unis de fonder leurs relations sur cette vérité incontestable et de ne pas rechercher la supériorité militaire.

Nous pensons que cette conception, qui a été approuvée conjointement au plus haut niveau, doit en fait constituer la base de la politique extérieure des deux gouvernements. Si l'on admet que la guerre nucléaire, de par sa nature même, ne permet d'atteindre qu'un objectif rationnel, on doit être d'autant plus incité à la prévenir, à cesser de mettre au point et d'expérimenter des moyens de destruction massive et à éliminer complètement les stocks d'armes nucléaires. Et il est d'autant plus inadmissible d'étendre la course aux armements dans de nouvelles

directions. Certes, la déclaration commune ne constitue pas un traité, mais c'est l'expression d'une position de principe qui comporte de nombreux engagements pour les dirigeants des deux pays. En outre, l'URSS et les Etats-Unis ont nettement confirmé leur engagement d'aider à renforcer par tous les moyens l'efficacité du régime de non-prolifération des armes nucléaires et sont convenus de mesures pratiques communes dans ce sens. Dans la période troublée que traverse actuellement le monde, c'est là un point d'une grande importance pour le renforcement de la stabilité mondiale et la diminution du risque de déclenchement de conflits nucléaires.

La déclaration commune des dirigeants des deux pays en faveur de l'interdiction générale et complète et de l'élimination d'armes de destruction massive aussi barbares que les armes chimiques a une signification fondamentale. On veut espérer que, dans leur politique également, les Etats-Unis tiendront compte de cet important élément d'accord.

L'entente des dirigeants de l'URSS et des Etats-Unis d'Amérique pour faciliter, de concert avec les autres Etats participant à la Conférence de Stockholm, l'achèvement de celle-ci à une date rapprochée avec l'adoption d'un document qui comporterait des obligations concrètes quant au non-recours à la force, de même que des mesures propres à renforcer la confiance qui soient acceptables par toutes les parties dépasse largement le cadre des relations soviéto-américaines. On ne peut que se féliciter de ce que la rencontre ait produit une série d'accords utiles dans de nombreux domaines du développement de la coopération bilatérale entre l'URSS et les Etats-Unis. Je pense qu'ils constituent une excellente base pour ce qui est d'accroître la confiance entre nos pays et nos peuples à condition bien entendu d'adopter une attitude prudente à l'égard de ce qui a été réalisé et de développer tous les éléments positifs de ces réalisations au lieu de chercher des prétextes artificiels pour les réduire à néant.

Il convient d'évoquer en particulier la portée que revêt l'accord réalisé à Genève sur la poursuite des contacts politiques entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, y compris de nouvelles rencontres au plus haut niveau.

Ainsi, nous sommes en droit de dire que le bilan global de Genève est positif. La politique constructive et conséquente de notre pays a incontestablement contribué de façon décisive à ce résultat réconfortant. D'autre part, il serait injuste de ne pas dire ici que la position de la partie américaine lors de la rencontre a comporté certains éléments de réalisme qui ont contribué à résoudre une série de questions.

Bien entendu, la portée réelle de tous les accords utiles conclus à Genève ne peut apparaître que sur le plan pratique. A cet égard, je tiens à déclarer que de son côté l'Union soviétique entend ne pas ralentir le rythme de ses efforts et s'employer résolument et dans un esprit de franche coopération avec les Etats-Unis à freiner la course aux armements et à assainir la situation internationale dans son ensemble. Nous comptons sur les mêmes dispositions de la part des Etats-Unis. Alors, j'en suis sûr, le travail accompli à Genève portera véritablement ses fruits.

Telle est la manière dont nous apprécions cette rencontre et son rôle dans les relations internationales. Il m'est permis de dire avec satisfaction que ce point de vue est partagé par nos alliés, les pays socialistes frères, comme en témoigne en toute clarté la réunion des dirigeants des pays membres du Traité de Varsovie qui s'est tenue à Prague aussitôt après les entretiens soviéto-américains au sommet.

Les participants à la réunion de Prague ont souligné que la situation demeure assurément complexe. Le combat mené pour l'assainir se poursuit, mais les conditions de ce combat se sont améliorées - on peut le dire dès aujourd'hui. La rencontre de Genève marque une étape importante dans les efforts à long terme et étroitement coordonnés que nous déployons conjointement pour assurer la paix.

Une question se pose naturellement : que faut-il faire maintenant, compte tenu des résultats du dialogue soviéto-américain de Genève?

Comme je l'ai déjà dit, nous attachons une grande importance à l'accord réalisé à Genève sur la tenue de nouvelles rencontres soviéto-américaines au sommet. Je tiens à souligner que nous n'envisageons pas la question de façon formelle. Ce qui importe, ce n'est pas seulement le fait qu'une nouvelle rencontre des dirigeants des deux pays ait lieu, mais ses résultats. Les peuples s'attendent à ce que l'on progresse concrètement sur la voie indiquée à Genève. Tel est précisément le but que nous nous proposerons. Il faut commencer dès maintenant à préparer la prochaine rencontre soviéto-américaine au sommet, en tout premier lieu sur le plan de la politique concrète.

Pour ne pas rendre plus difficile la conclusion d'accords futurs, les deux parties, nous en sommes persuadés, doivent avant tout s'abstenir d'initiatives qui compromettraient les résultats acquis à Genève, s'abstenir d'agissements qui bloqueraient les pourparlers et qui éroderaient les limitations existantes à la course aux armements. Cela suppose, entre autres, que soit respecté honnêtement et rigoureusement le Traité sur la limitation des systèmes de missiles antimissiles, et aussi que les deux parties continuent à respecter les dispositions pertinentes de l'Accord SALT II.

Mais l'essentiel consiste évidemment à créer la possibilité de mettre effectivement fin à la course aux armements et à prendre des mesures pratiques de réduction des arsenaux nucléaires.

Une telle possibilité existe-t-elle? Nous sommes fermement convaincus que oui. Certes, à l'heure actuelle nos propositions et les propositions américaines en matière de réduction des armements nucléaires diffèrent sur bien des points. Mais nous ne dramatiserons pas cet état de fait. Des solutions de compromis sont ici possibles et nous sommes prêts à les rechercher.

Il n'y a aucun doute que, si les événements évoluent dans ce sens, les questions relatives à une vérification efficace, auquel l'Union soviétique s'intéresse directement, seraient également résolues. On ne saurait s'en remettre à la parole donnée, d'autant qu'il y va du désarmement et de la défense du pays.

Mais pour résoudre toutes ces questions, il est absolument nécessaire de fermer à double tour la porte par laquelle des armes pourraient surgir dans l'espace. Sinon, il est impossible de réduire radicalement les armements nucléaires. Je tiens à l'affirmer en toute responsabilité au nom du peuple et de l'organe suprême du pouvoir.

Un accord est possible s'il y est tenu compte des intérêts des deux parties. L'obstination de la partie américaine à poursuivre la mise au point d'armes spatiales ne peut avoir qu'un résultat : bloquer toute possibilité de mettre fin à la course aux armements nucléaires. Il va de soi qu'une telle issue provoquerait une amère désillusion chez les peuples du monde entier, y compris, j'en suis sûr, le peuple américain.

Il existe aujourd'hui une chance réelle de réduire sensiblement le risque de guerre nucléaire, puis d'en éliminer complètement la possibilité. Laisser échapper cette chance serait une erreur fatale. Nous espérons que ce qui a été dit à Genève au sujet de l'initiative de défenses stratégique n'est pas le dernier mot de la partie américaine.

Le président Reagan et moi sommes convenus de charger nos délégations respectives aux négociations de Genève sur les armes nucléaires et spatiales d'accélérer les négociations en les conduisant sur la base de l'accord conclu en janvier entre les deux pays. Les deux parties ont ainsi confirmé au plus haut niveau : il est indispensable de prévenir une course aux armements dans l'espace en réglant cette question dans le contexte de la réduction des armements nucléaires. C'est précisément ce que l'Union soviétique cherchera à obtenir. C'est précisément à cela que nous invitons les Etats-Unis d'Amérique. En remplissant concrètement l'obligation que nous avons assumée de concert, nous réaliserons les espoirs que forment tous les peuples du monde.

Avec le temps la question de la cessation des essais nucléaires se pose avec de plus en plus d'acuité. Avant tout parce qu'on mettrait fin à la mise au point de nouveaux types d'armes nucléaires et au perfectionnement des types existants; ensuite, parce que sans essais, sans renouvellement, on assisterait progressivement à la disparition des arsenaux nucléaires, ce serait la mort de l'arme nucléaire; enfin, parce qu'il est impossible d'admettre plus longtemps que les explosions nucléaires - et elles se comptent par centaines - défigurent notre belle Terre, suscitant des craintes de plus en plus fortes quant au genre de vie que les générations futures pourront y mener.

C'est pourquoi l'Union soviétique a institué jusqu'au 1er janvier 1986 un moratoire sur tous les types d'essais nucléaires, qu'elle est prête à prolonger si les Etats-Unis usent de réciprocité. Nous attendons des dirigeants américains une décision concrète et positive, qui aurait une influence extrêmement favorable sur l'ensemble de la situation, la modifierait sensiblement et renforcerait la confiance entre nos deux pays.

A Genève, nous avons soumis cette question au Président américain. Le silence fut sa seule réponse. En fait, il n'existe aucun argument raisonnable contre l'interdiction des essais nucléaires. On allègue parfois la difficulté d'opérer des vérifications. Mais l'Union soviétique a démontré sans ambiguïté qu'il est

parfaitement possible de procéder à de telles vérifications par des moyens nationaux. Nous avons repéré cette année une explosion nucléaire souterraine de très faible puissance qui a eu lieu aux Etats-Unis sans être annoncée. Nous sommes prêts à examiner également la possibilité d'instaurer une vérification internationale. A cet égard, il y a lieu de prêter attention aux idées avancées dans l'appel lancé par six Etats qui ont proposé de construire sur leurs territoires respectifs des centres spéciaux qui seraient chargés de surveiller l'exécution d'un accord sur l'arrêt des essais nucléaires.

Le monde entier fait entendre sa voix en faveur de l'arrêt de ces essais. L'Assemblée générale des Nations Unies a récemment adopté une résolution lançant un appel en ce sens. Et trois pays seulement - les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France - ont voté contre. Cela est profondément regrettable.

Mais il n'est pas trop tard. Je pense que les dirigeants des Etats-Unis et des autres puissances nucléaires tireront profit de la possibilité qui s'offre, dans l'intérêt de la paix, et qu'ils feront preuve du sens voulu des responsabilités. Je leur rappelle que notre moratoire reste en vigueur, et nous espérons que l'examen de cette question à la prochaine session du Soviet suprême de l'URSS sera considéré comme un appel pressant à une interdiction réaliste et immédiate de tous les essais nucléaires.

Au total, l'Union soviétique propose un ensemble exhaustif de mesures qui bloqueraient toutes les voies de la course aux armements - que ce soit dans l'espace ou sur terre, qu'il s'agisse d'armes nucléaires, chimiques ou de type classique. Les propositions concrètes faites à ce sujet - à Vienne et à Genève comme à Stockholm - sont connues. Elles demeurent valables et gardent toute leur actualité.

Il convient de traiter séparément de l'Europe. Il est plus urgent que jamais auparavant d'empêcher que le niveau d'affrontement militaire en Europe ne s'élève encore. L'Europe, c'est la demeure commune où la géographie et l'histoire ont étroitement lié le destin de dizaines de pays et de peuples. C'est seulement par une action collective, en suivant des normes raisonnables en matière de relations et de coopération internationales que les Européens ne peuvent préserver leur demeure, la rendre plus habitable et plus sûre.

Nous partons de l'idée que l'Europe, qui a tellement donné au monde dans les domaines de la culture, de la science, de la technique et de la pensée sociale progressiste, est capable de lui servir aussi d'exemple quand il s'agit de résoudre les problèmes les plus complexes de la vie internationale contemporaine. En ce domaine, les fondements ont été jetés à Helsinki voici 10 ans. Nous sommes profondément convaincus que le monde entier - y compris les Etats-Unis - bénéficiera en fin de compte d'une évolution positive de la situation en Europe. Comme par le passé, nous oeuvrerons pour que, sur ce continent européen qui a tant souffert, on s'emploie plus énergiquement à renforcer les principes et la politique de détente, à liquider les séquelles du passé et les conséquences de l'affrontement des dernières années.

Je voudrais parler ici, plus particulièrement, des liens commerciaux et économiques. Les milieux d'affaires de nombreux pays occidentaux souhaiteraient nouer avec nous des contacts économiques plus étroits. J'ai eu l'occasion d'entendre des représentants très influents de ces milieux en parler et dire qu'ils étaient prêts à signer d'importants contrats et à mettre en route des projets communs de grande envergure. A mon avis, les hommes politiques qui tentent d'imposer des limitations à ce besoin naturel de coopération pratique, dans l'espoir de "punir" quelqu'un et d'infliger un dommage à leur partenaire, manquent simplement de bon sens. Une telle politique est périmée depuis longtemps. Il est beaucoup plus utile de déployer les efforts dans une autre direction - de renforcer le fondement matériel de l'entente et de la confiance par le commerce et les échanges scientifiques et techniques.

Dans la lutte pour une paix solide et pour la coopération entre les peuples - en Europe et sur les autres continents -, nous continuerons à collaborer étroitement avec nos alliés du Traité de Varsovie et avec tous les pays de la collectivité socialiste. En aucun cas, les Etats parties au Traité de Varsovie ne transigeront sur la sécurité de leurs peuples. Ils uniront de plus en plus leurs efforts dans le cadre du CAEM afin d'accélérer le progrès scientifique et technique et le développement social et économique. Notre coopération avec le Mouvement des pays non alignés et en particulier notre collaboration multiforme avec la République de l'Inde, au peuple et au gouvernement de laquelle nous portons le plus profond respect, constituent un facteur essentiel de l'amélioration des relations internationales. Les dirigeants soviétiques attribuent une grande importance à la région de l'Asie et du Pacifique. C'est en Asie que l'Union soviétique a ses frontières les plus longues, là aussi qu'elle possède des amis sûrs, des alliés solides - depuis la Mongolie voisine jusqu'au Viet Nam socialiste. Il est capital de faire en sorte que cette région ne soit pas un foyer de tensions ni une zone d'affrontement militaire. Pour favoriser la paix, les relations de bon voisinage, la confiance mutuelle et la coopération, nous sommes en faveur d'un élargissement du dialogue politique entre tous les Etats de la région. Nous nous félicitons de la position de la République populaire de Chine, qui est opposée à la militarisation de l'espace, et de la déclaration par laquelle elle s'est engagée à ne pas employer la première l'arme nucléaire. L'écart croissant entre la poignée des pays capitalistes très développés et les pays en développement qui ont pour lot la misère, la faim et le désespoir (et c'est l'énorme majorité) pourrait provoquer de dangereux ébranlements. L'abîme entre ces deux extrêmes ne cesse de s'accroître, leur antagonisme s'accuse chaque jour davantage. Il ne saurait en être autrement si les pays capitalistes développés ne changent pas leur politique égoïste. A condition d'unir ses forces et ses ressources intellectuelles, l'humanité est en mesure de résoudre tous ses problèmes aujourd'hui même. La civilisation pourra alors atteindre de nouveaux sommets.

Le militarisme est l'ennemi des peuples. La course aux armements, aiguillonnée par la soif du gain du complexe militaro-industriel, est de la pure folie. Elle nuit aux intérêts vitaux de tous les pays et de tous les peuples. Voilà pourquoi, quand on nous propose non d'éliminer les armements nucléaires, mais d'étendre la course aux armements à l'espace, nous disons énergiquement "non". Nous disons "non", parce qu'une telle initiative signifie un nouveau gaspillage insensé de ressources. Nous disons "non", parce qu'elle signifie une aggravation du danger qui pèse sur le monde. Nous disons "non", parce que la vie elle-même exige non pas une rivalité en matière d'armements, mais des actions communes en faveur de la paix.

L'Union soviétique se prononce résolument pour une orientation de la vie internationale dans ce sens.

Sur l'initiative de l'URSS, avec la participation des savants de plusieurs pays, on a commencé à mettre au point le projet de réacteur thermonucléaire "Tokamak", ouvrant la possibilité d'apporter une solution radicale au problème en énergie. Selon les savants, il sera possible de construire avant la fin du siècle un "soleil terrestre", source inépuisable d'énergie thermonucléaire. Nous notons avec satisfaction qu'il a été convenu à Genève de poursuivre ces importants travaux.

Nous sommes favorables à une amélioration des relations avec le Japon, persuadés que la possibilité en existe. Elle découle du simple fait que nos deux pays sont voisins. Sur la question capitale de l'élimination de la menace nucléaire, les intérêts de l'URSS et du Japon coïncident nécessairement. Nous avons établi des relations de coopération fondées sur l'égalité des droits avec de nombreux pays d'Amérique latine, d'Afrique et du Proche-Orient. L'Union soviétique continuera à oeuvrer résolument au développement de ces relations. Nous attribuons une valeur particulière aux liens étroits qui se sont créés avec les pays d'orientation socialiste sur tous les continents. Les peuples du monde entier font aujourd'hui face à une multiplicité de problèmes qu'il n'est possible de résoudre qu'en commun et si la paix est maintenue. Il y a quelques dizaines d'années, l'humanité ne connaissait pratiquement pas de graves problèmes écologiques. Mais déjà notre génération assiste à la destruction massive des forêts, à la disparition d'espèces animales, à la pollution des rivières et de l'eau en général ainsi qu'à la désertification. Quel monde découvriront les générations futures? Pourront-elles y vivre, si la destruction rapace de la nature n'est pas arrêtée, si les progrès économiques, techniques et scientifiques du temps présent ne servent pas à assurer les conditions nécessaires à la vie et au développement de l'individu et de son milieu, mais à perfectionner des armes capables d'anéantir toute vie? Mais passons au problème de l'énergie; aujourd'hui nous subsistons essentiellement en puisant dans les entrailles de la terre. Or, les gisements proches de la surface s'épuisent et il est de plus en plus coûteux, de plus en plus difficile de continuer à les exploiter. En outre, cette source d'énergie ne durera pas éternellement.

Notre pays a proposé à l'Organisation des Nations Unies un programme détaillé de collaboration pacifique dans l'espace, la création d'une organisation spatiale mondiale qui coordonnerait les efforts des différents pays en matière d'exploration et de conquête de l'espace. Les possibilités qui s'ouvrent dans ce domaine sont véritablement inépuisables. Il s'agit de mener des projets de recherche fondamentale et d'en appliquer les résultats dans les domaines de la géologie, de la médecine, de la science des matériaux, de la climatologie et de l'écologie. Il s'agit de construire des systèmes mondiaux de communication par satellite, de mener des opérations de télédétection. Il s'agit enfin de créer et d'exploiter dans l'intérêt de tous les peuples une nouvelle technique spatiale qui comprendrait d'importantes stations scientifiques sur orbite, des vaisseaux spatiaux pilotés et, à plus longue échéance, l'industrialisation de l'espace au voisinage de la terre. C'est une solution de rechange réaliste aux plans de "guerre des étoiles"; elle est axée vers un avenir pacifique pour l'humanité tout entière.

L'Union soviétique est l'un des Etats qui ont joué un rôle actif dans la conclusion d'une convention internationale réglementant la mise en valeur économique des ressources marines. Cette réalisation revêt aussi une énorme importance pour le progrès de la civilisation, l'élargissement et la multiplication des possibilités qui s'offrent à la société contemporaine.

Nous proposons au monde entier, c'est-à-dire aussi aux Etats capitalistes, un vaste programme à long terme de collaboration mutuellement avantageuse dans tous les domaines, qui tiendrait compte des nouvelles possibilités qu'ouvre à l'humanité l'ère de la révolution scientifique et technique. La coopération de deux Etats tels que l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique ne jouerait certainement pas un mince rôle dans la réalisation de ce programme.

Notre politique est claire : c'est une politique de paix et de coopération.

Camarades! Les succès de notre politique extérieure sont inhérents à la nature même du régime socialiste. Le parti communiste ressent avec satisfaction et apprécie hautement l'appui que sa politique intérieure et extérieure rencontre dans la population tout entière. Cet appui se manifeste dans l'activité quotidienne de millions d'individus. Les résultats atteints par l'économie nationale constituent non seulement un bilan économique, mais aussi un bilan moral et politique très important, qui témoigne de la justesse de la ligne de conduite que nous avons choisie.

Nous avons devant nous des tâches importantes et difficiles : "Mais difficile ne veut pas dire impossible" nous a enseigné le grand Lénine. "L'important, c'est la certitude d'avoir choisi la voie juste; cette certitude décuple l'énergie révolutionnaire et l'enthousiasme révolutionnaire..." Une telle certitude, qui multiplie nos forces, habite le parti et le peuple soviétique.

Nous sommes certains que tous les communistes, tous les travailleurs, tous les paysans, tous les ingénieurs et tous les scientifiques, tous les collectifs de travailleurs accomplissent leur tâche avec la conscience de la noble responsabilité à l'égard de la patrie.

Nous sommes certains que dans tous les lieux de travail, tout sera fait pour que les objectifs du plan de 1986 soient atteints, voire dépassés, pour que notre pays devienne plus riche et plus puissant, pour que la cause de la paix sur terre se renforce et triomphe.

